



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : communistes-hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

20/05/2020

Rapport au Bureau National du 20 mai 2020

Chers camarades,

En cette période de reprise que nous allons examiner, notre activité politique doit être d'une grande intensité au vu des besoins d'explications, d'argumentations politiques nécessaires à apporter à toutes celles et ceux qui luttent, qui veulent se sortir des difficultés et qui cherchent une perspective politique crédible pour changer vraiment.

On a tous bien compris depuis le début de la période que nous venons de vivre, que la crise sanitaire allait être utilisée par le pouvoir en place, en France comme ailleurs, pour permettre au capital de franchir une nouvelle étape dans sa recherche de profits nouveaux.

La période contrainte d'isolement de la population touche à sa fin, la pandémie a fait des dizaines de milliers de victimes et a permis de voir concrètement comment le système de santé actuel a répondu, conséquence directe des décisions politiques successives qui ont été prises depuis des années.

Tous les gouvernements, il n'est pas inutile de le répéter, ont été à la manœuvre pour permettre, au gré des rapports de force, de démanteler, émietter, dépecer au fil des années le système de santé publique national né de la Sécurité Sociale. Système de santé qui, rappelons-le également n'a jamais été achevé parce qu'il a été attaqué sitôt sa mise en place par le patronat et ses soutiens politiques.

Nous reviendrons dans les prochains jours sur la question du système de santé pour démontrer l'importance, le besoin fondamental que représente la santé, son accès, son financement, sa gestion, son impact sur la société. En clair, la santé dans toute sa dimension est un enjeu, un choix de société dont l'antagonisme entre capital et travail est profondément marqué.

Cette période d'isolement par assignation dont nous sortons petit à petit a permis également de voir comment le pouvoir en place a géré les conséquences de sa politique au jour le jour au prix de nombreuses vies. Il s'échine aujourd'hui pour trouver des solutions au capital afin de sauver les profits, c'est le but recherché par les décisions prises au travers des lois d'urgence sanitaire donnant les pleins pouvoirs au patronat et au gouvernement pour agir rapidement au mépris du droit et des libertés individuelles et collectives.

Qui peut penser aujourd'hui qu'allonger le temps de travail à 60 heures par semaine, que supprimer des jours de congés RTT ou annuels, de flexibiliser encore plus l'emploi, pourrait constituer un remède à l'épidémie virale ? Il s'agit bien d'un nouveau hold-up sur les acquis sociaux ou ce qu'il en reste, que le patronat revendique depuis qu'il a dû reculer face aux luttes.

L'épidémie est un prétexte bienvenu

Pour supprimer des acquis sociaux, une aubaine pour le capital en difficulté depuis des années pour trouver de nouvelles sources de profits.

Autre constat : cette période est mise à profit partout par les partis politiques et acteurs sociaux multiples et variés pour envisager le « monde d'après », le « jour d'après » qui ne doit plus ressembler au « jour d'avant » et bien sûr, ils tentent tous d'offrir le monde futur le plus beau possible selon qu'ils soient de gauche ou de droite, mais nous remarquons très vite que personne ne s'attaque à la racine du mal pourtant vécu 24 heures sur 24, responsable des conséquences dramatiques d'une seule et même politique, celle du capital.

Personne ne s'y attaque par choix politique, parce que tous sont d'accord avec, qu'on ne peut pas faire autrement, c'est le cas de la droite.

L'extrême droite quant à elle développe l'idée que c'est le « mondialisme » le coupable et non pas le capitalisme, on voit mal en quoi le « mondialisme » serait coupable de la privatisation de la santé française, des services publics, des fonctions publiques, on voit mal également en quoi la fermeture des frontières, préconisée par M.Lepen serait une solution pour empêcher la privatisation des entreprises et des services.

Pour ce qui concerne les partis se définissant comme « de gauche », ils s'en tiennent à une critique du pouvoir actuel et de sa politique alors qu'ils sont tous coupables de l'avoir mis en œuvre au moment où ils étaient aux commandes du pouvoir.

Pour ceux-là le « jour d'après » est plus difficile à définir parce qu'ils sont également responsables de la situation actuelle et leur allégeance à la politique dominée par le capital, leur pose problème pour être crédibles.

Il leur faut donc trouver des moyens pour lui venir en aide, le réchauffement climatique par exemple est devenu le thème principal pour développer une autre politique afin d'y faire face, mais tous y font référence à droite et à « gauche ».

Le capitalisme dans tout cela ?

Il suffirait de « mieux consommer », « moins gaspiller » dans un pays où 14,7 % de la population est sous le seuil de pauvreté, ou manger à sa faim est de plus en plus compliqué sauf à faire la queue dans les files des associations caritatives, ce qui est devenu un acte banal, encouragé par les multinationales de la grande distribution ou de l'agroalimentaire. Dans un pays où les salaires et les pensions sont bloqués depuis des années, où 9% des travailleurs est au chômage, où se loger décemment est impossible pour 6 millions de personnes.

« Moins gaspiller » car il est bien entendu que c'est le peuple gaspilleur qui est coupable du réchauffement climatique. Supprimer la voiture à moteur thermique et en même temps l'énergie nucléaire, planter des arbres... passons sur les mesures les plus ridicules, bref toute une série de propositions qui évitent soigneusement de cibler le capital pour le combattre. « Mettre l'humain au centre des décisions » cher à Mélenchon, ce qui n'a aucune signification.

Le nouveau thème apparu dans cette crise sanitaire est la relocalisation des productions et le télétravail.

Enfin les remèdes miracles !! Ces thèmes sont repris par tous, la droite, l'extrême droite et tous les autres se qualifiant de « gauche », comme si les délocalisations étaient une découverte, comme si tous tombaient des nues et n'avaient pas participé au démantèlement de toutes les industries nationales, automobile, acier, fonderie, textile, chimie, métallurgie, énergie... la liste n'est pas exhaustive.

Ils font tout semblant de découvrir ce qu'ils ont eux-mêmes permis pour éviter le débat, détourner l'attention sur une question essentielle : pourquoi les délocalisations ? Dans quel but ? Quels sont les responsables ?

Aujourd'hui, les mêmes personnages voudraient relocaliser mais au profit de qui ? Le capital aurait-il disparu ?

Quant au télétravail, c'est une source de profits considérables : pas de durée du travail, suppression de charges comme le transport, le chauffage, les locaux, les pauses déjeuner, surveillance patronale accrue...

Tous les faux-semblants, les faux-fuyants, les impasses politiques sont utilisées pour permettre au capital de poursuivre sa politique d'accumulation de profit.

La maîtrise de la société par le capital ne disparaîtra pas au lendemain de la pandémie, au contraire.

Toutes les annonces qui sont faites aujourd'hui vont dans le même sens : ce sera « long et difficile » comme le déclarent sans cesse Macron et consorts les larmes aux yeux et les trémolos dans la voix.

« Il faut sauver l'économie » et pour cela les prix à payer s'affichent et flambent : des centaines de milliards sont mis à disposition des patrons, de nouvelles exonérations de cotisations sociales et fiscales sont décidées, des masses considérables d'argent sont mobilisées car il faut à tout prix sauver les profits.

La facture sera un jour ou l'autre présentée au peuple, elle l'est déjà : salaires bloqués, temps de travail allongé, congés volés, taux de chômage et pauvreté explosés.

La propagande joue son rôle à temps plein, agit sur les peurs et les émotions, hier le terrorisme, puis le climat, aujourd'hui l'épidémie, tout est utilisé pour aller plus loin dans l'exploitation du travail pour le profit.

Pouvoir et patronat s'acharnent à mobiliser tous les milieux artistiques, sportifs, culturels pour rendre « hommage » au personnel soignant. Plus les applaudissements sont forts, les chansons multiples et les bruits de casseroles nombreux et moins on entend les revendications de l'ensemble des personnels, exprimés pendant plus de deux années de lutte. C'est le but recherché.

Nous avons toujours été avec et dans leur lutte, nous verrons bien qui le sera encore demain de toutes ces marionnettes du pouvoir qui ont brillé par leur absence et qui aujourd'hui se découvrent une âme ridicule de compassion et d'hommage aux « héros de la pandémie ».

Cela ne répond pas aux revendications et ce n'est pas le « jour d'après » défendu par tous aujourd'hui qui permet d'y répondre.

Régler les problèmes de salaire des personnels soignants par des primes, augmenter le temps de travail pour « gagner plus », poursuivre la privatisation de l'hôpital public, la suppression de lits, la fermeture d'hôpitaux ne sont évidemment pas des réponses aux revendications, c'est pourtant ce que propose le pouvoir actuel.

Le mouvement des personnels de santé porte sur le développement des services, sur l'emploi, l'investissement, les salaires.

Ce que vient de proposer Macron à l'occasion de sa visite à l'hôpital de la Pitié Salpêtrière c'est un futur (énième) plan santé qui sera dévoilé avant les vacances d'été.

Ce plan reprend les mêmes directives que les plans antérieurs dont on a vu les dégâts, Macron dans son discours en pose les jalons :

« Il faut revisiter le plan hôpital » déclare-t-il. « Il faut un système beaucoup plus déconcentré ». « La construction de projets territoriaux intégrant public et privé dont on a vu l'efficacité à travailler ensemble, financés par des budgets territoriaux. » Il n'y a rien de plus clair.

Quoi de neuf sur ce qui existe aujourd'hui au travers des Agences Régionales de Santé qui ont fait des dégâts considérables dans l'hôpital public en supprimant des dizaines de milliers de lits, en désignant des « managers autonomes » à la tête des hôpitaux gérés comme des entreprises privées avec des taux de rentabilité définis, des « économies » à réaliser, des personnels chronométrés dans leur travail comme dans les entreprises privées.

Dans cette proposition de « projets territoriaux » la mesure phare annoncée c'est l'intégration du privé dans les budgets régionaux. C'est la marche forcée, accélérée de la privatisation de l'hôpital public et au-delà, de toute la santé et l'ensemble des secteurs concernés. Dans le même sens, 103 000 professionnels de santé privée, prétextant un manque d'activité pendant la pandémie demandent à la Sécurité Sociale de leur venir en aide, ils chiffrent leur « manque à gagner » entre 300 et 400 millions d'euros, ils usent et abusent sans cesse de dépassements d'honoraires dont la charge est subie par les patients.

Il ne s'agit pas de « sauver le système de santé » mais de le soumettre totalement à la loi du profit. Un seul exemple que l'on peut multiplier à l'envi, Sanofi multinationale dans l'industrie pharmaceutique fait des profits considérables en délocalisant les productions de médicaments dans les pays à « bas coûts » au détriment de l'emploi en France et en multipliant les pénuries qui sont organisées pour faire pression sur « les marchés » et faire monter les prix. Prix qui sont ensuite supportés par la Sécurité Sociale soumise à cette multinationale qui finance de moins en moins son fonctionnement par l'exonération de plus en plus forte de cotisations sociales. Sanofi se gave de profits en France en pompant la Sécurité Sociale qui devient la « pompe à fric » au service des entreprises privées et de la médecine privée.

Que dire encore de ces chirurgiens (et d'autres professions) de plus en plus nombreux qui outre les dépassements d'honoraires qu'ils pratiquent, utilisent les équipements publics pour exercer. La médecine privée est ainsi financée par l'hôpital public.

Par contre il faut « sauver l'économie » déclarent tous les partis politiques et ils savent de quoi ils parlent, la seule économie qu'ils connaissent et reconnaissent, c'est celle du capital c'est bien la raison pour laquelle ils ne la condamnent pas parce qu'ils sont fondamentalement d'accord avec.

Le « jour d'après » ?

C'est 600 000 chômeurs annoncés fin juin, dont une grande majorité de travailleurs précaires, intérim, CDD, contrats courts en première ligne de l'armée de réserve du capital. C'est des plans massifs de suppressions d'emplois dans l'aéronautique, l'automobile, les banques, la grande distribution, l'énergie, la chimie, l'agroalimentaire etc....

Et ils veulent aller encore plus loin : l'Institut « Montaigne » dont nous avons déjà parlé au dernier Comité National, cerveau et laboratoire de recherche du capital préconise en prétextant la pandémie d'aider les entreprises à investir car il y aura, d'après l'institut 35 à 48 % d'investissements en moins dus à la pandémie.

Pour « sauver l'économie » L'Institut propose une aide de 25 milliards par an pris sur le budget de l'État ce qui représente 10 % des investissements réalisés.

Il est connu de tous que les investissements capitalistes ont toujours été financés par des fonds publics pour « attirer les entreprises » « développer l'économie locale », ces financements attribués par les communautés de communes, les fonds régionaux, les collectivités locales n'ont jamais créé d'emplois, au contraire, mais par contre, ont gonflé les profits des multinationales qui souvent se sont délocalisées sitôt les aides empochées !

Nous connaissons tout cela dans nos départements et régions respectifs et nous avons tous constaté que tous les partis politiques ont favorisé l'attribution de fonds publics au privé. Ceux qui n'étaient pas d'accord étaient (déjà) qualifiés d'irresponsables.

L'institut Montaigne n'a donc rien inventé si ce n'est le montant qu'il faudrait attribuer aux entreprises (25 milliards par an) inscrite dans le temps. Les fonds publics ont toujours été utilisés non pas pour « moderniser » l'appareil productif, mais pour le rentabiliser au détriment de l'emploi et des conditions de travail pour en tirer plus de profits. Il est également utile de préciser à propos des investissements qu'ils sont financés par l'exploitation du travail, la création de richesses produite par les travailleurs, que les patrons ne versent jamais un centime pour investir et pourtant les moyens de production leur appartiennent. Idem pour les fonds publics issus de nos impôts, utilisés pour rentabiliser les moyens de production, propriété du capital. En quelque sorte c'est comme si vous achetiez votre maison sans jamais en être les propriétaires et sans aucun droit. La propriété des moyens de production doit donc revenir à ceux qui les financent, c'est-à-dire aux travailleurs au peuple, à la Nation dans le seul et unique but de subvenir aux besoins immense de développement. Les moyens de production appartiennent aujourd'hui au capital dans le seul but d'en tirer profit, on voit ou cela mène. C'est le fond de la lutte politique que nous menons.

La politique du capital va se poursuivre avec plus d'intensité, il faudra lutter plus fort pour y faire face.

C'est ce que craignent le Medef et le pouvoir qui multiplient les propositions en trompe-l'œil pour calmer la colère grandissante des travailleurs et du peuple : la réforme capitaliste de la retraite remise à plus tard, attribution de primes au « héros de la pandémie », réunion des branches professionnelles pour « discuter » des salaires (Au mérite, intéressement, participation, travailler plus pour gagner plus), prolongement de l'accord Unedic et divers autres artifices qui n'ont aucun effet sur la politique actuelle si ce n'est qu'une nouvelle tentative d'enfumage pour créer des illusions sur le « jour d'après » est mise en œuvre.

Nous savons que la lutte des travailleurs sera déterminante, elle l'a toujours été, et pour la freiner, la combattre, pouvoir et patronat utilisent tous les moyens à leur disposition. La répression syndicale se durcit pour intimider ceux qui luttent, les libertés individuelles et collectives sont mises sous étroite surveillance nous l'avons vu, les syndicats qui luttent sont immédiatement mis à l'index, traités « d'irresponsables » pour le simple fait d'exercer le droit à défendre les revendications.

On a vu les réactions haineuses à l'égard du syndicat CGT de Renault Sandouville de toute la bourgeoisie au service du patronat et de ses soutiens comme la CFDT qui se dévoile de jour en jour comme étant la branche « sociale » du Medef.

A ce propos, le journal « Le Parisien » vient d'organiser une rencontre dans ses locaux entre Roux de Bézieux (patron du Medef) et Berger de la CFDT afin de « définir et proposer ensemble des solutions face à la crise économique et pour fusionner leurs projets face aux risques de contestation sociale ».

Le Medef et la CFDT de font qu'un, ce n'est même plus de la collaboration de classe, c'est une fusion entre les deux organisations qui parlent aujourd'hui d'une même voix, celle de l'exploitation capitaliste du travail contre les travailleurs.

Oui le syndicalisme français est malade, malade du combat de classe qu'il faut mener en permanence pour stopper le capital, le faire reculer pour gagner les revendications sociales.

La confédération CGT s'engage de plus en plus loin dans l'aménagement du capital, elle multiplie les compromissions avec des syndicats, des associations de tous genres, des partis politiques responsables de la politique actuelle. N'est-ce pas un frein à la lutte des classes nécessaire à mener pour répondre aux revendications ?

Le mécontentement profond fait place à de la colère, nous en sommes témoins tous les jours, mais la conscience qu'il faut se battre contre le capital pour l'empêcher de nuire est à gagner.

La colère et diffuse, comment pourrait-elle ne pas l'être dans ce magma infini de débats qui ne servent à rien sinon à jeter la confusion, créer des illusions multiples pour que rien ne change ?

Les rapports de force politiques et sociaux actuels sont un frein aux luttes qu'il serait nécessaire de mener.

C'est dans ce contexte que notre présence revêt une importance particulière.

Faire l'état des lieux d'une situation, comme nous venons de le faire, peut paraître décourageant ou amener à la résignation, sauf si les responsables sont identifiés et c'est à cette condition que la lutte politique peut se mener parce qu'elle devient plus claire, avec un objectif à atteindre pour changer vraiment.

Mais aujourd'hui, est-ce clair dans la tête du peuple, est-ce que le capital est rendu responsable de la situation sociale économique et politique ? Qui prend les décisions sociales économiques et politiques ? Si c'était clair dans la tête du peuple nous serions en capacité de changer de société. Ce n'est pas le cas, il faut donc prendre les choses par le bon bout comme on dit, soutenir les luttes revendicatives, tout faire pour les amplifier certes, mais nous savons que ce n'est pas suffisant, l'histoire sociale de notre pays le démontre.

La lutte doit être avant tout politique, c'est notre priorité.

Le syndicalisme a un rôle évident à jouer, mais nous ne sommes pas un syndicat, nous sommes un parti politique qui doit peser le plus fort possible dans la vie nationale.

Le syndicalisme de classe ne peut que se renforcer que quand une perspective révolutionnaire est partagée par les masses.

Le renforcement de notre parti est donc de première importance pour donner aux travailleurs qui se battent cette perspective révolutionnaire.

Sans cela, le syndicalisme français en restera au « partage des richesses », au « dialogue social », au « syndicalisme rassemblé » dont il est porteur aujourd'hui.

Sans vouloir se gonfler la poitrine, la vie politique, sociale et économique en France dépend de nous, de notre poids politique, de notre influence, et par conséquent de notre activité.

Les adhérents, nos sympathisants qui sont disséminés partout en France représentent une force conséquente mais nous ne pouvons en rester là. Il faut vraiment que l'on débâte de la question de notre activité dans les départements, de la nécessaire multiplication de nos forces.

Abattre le capital :

Le dire c'est bien mais n'oublions pas que c'est notre but final, il y a donc loin de la coupe aux lèvres pour y parvenir.

Il faut beaucoup de débats, de conviction, d'argumentations concrètes et crédibles, beaucoup de temps pour que « supprimer le capital » ne soit plus un slogan mais une bataille politique quotidienne.

C'est pourquoi, il ne faut pas en rester au constat d'une politique en œuvre, il faut en faire l'analyse la plus juste possible mais surtout en sortir pour proposer la solution politique que nous portons.

Nous écrivons toutes les semaines des articles sur tous les sujets sur notre site concernant la situation économique politique et sociale. Il faut faire partager notre analyse, le faire à partir de celles et ceux que l'on connaît pour qu'ensuite, cela la puisse se transmettre, s'organise en débats, en rencontres avec les travailleurs.

Il faut en faire notre priorité absolue

Parce que tout dépend encore une fois de notre poids politique dans le brouillard épais diffusé par les forces sociales et politiques actuelles pour empêcher le peuple d'y voir plus clair.

Il faut absolument que l'on soit plus fort au rendez-vous des luttes à venir car le capital compte bien franchir une nouvelle étape de son développement.

Il y va de notre mobilisation, notre Bureau National doit jouer pleinement son rôle d'impulsion de notre politique à l'ensemble de notre parti.

Concentrons nos débats sur ces questions fondamentales.